



Jacques Verger (dir.)

## La forme des réseaux : France et Europe (x<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle)

Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

---

# Maîtres et étudiants au Moyen Âge : un réseau européen ?

Jacques Verger

---

DOI : 10.4000/books.cths.768

Éditeur : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Lieu d'édition : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Année d'édition : 2017

Date de mise en ligne : 13 novembre 2018

Collection : Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques

ISBN électronique : 9782735508747



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

VERGER, Jacques. *Maîtres et étudiants au Moyen Âge : un réseau européen ?* In : *La forme des réseaux : France et Europe (x<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècle)* [en ligne]. Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2017 (généré le 20 novembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cths/768>>. ISBN : 9782735508747. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cths.768>.

---

## Maîtres et étudiants au Moyen Âge : un réseau européen ?

Jacques Verger

Professeur émérite à l'université de Paris-Sorbonne

Membre du Comité des travaux historiques et scientifiques,  
section Histoire et philologie des civilisations médiévales

---

Extrait de : VERGER Jacques (dir.), *La forme des réseaux : France et Europe (xe-xx<sup>e</sup> siècle)*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2017.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140<sup>e</sup> Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Les universités – puisque c'est essentiellement d'elles qu'il s'agira ici – sont une des institutions les plus originales que le Moyen Âge nous ait léguées. Si on entend par là non seulement des écoles de niveau supérieur, mais des communautés autonomes de maîtres et de disciples réunis pour s'adonner à l'étude, elles n'ont en effet aucun véritable précédent historique, ni en Occident même, ni dans aucune autre grande aire de civilisation. Leur naissance peut être datée et localisée de manière précise : c'est vers 1200 ou peu après que les premières universités sont apparues, à Bologne, à Paris, à Oxford, bientôt à Montpellier, à Salamanque, à Padoue, etc. ; par la suite, leur nombre n'a cessé de croître : une quinzaine à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, une trentaine en 1400, 63 en 1500. Uppsala au nord, Lisbonne à l'ouest, Catane au sud, Cracovie vers l'est marquaient les limites extrêmes de la diffusion d'une institution qu'on peut désormais qualifier d'« européenne » – en entendant évidemment par là l'Europe catholique, à l'exclusion des pays de confession orthodoxe et de ceux intégrés à l'Empire ottoman<sup>1</sup>.

Il ne s'agit pas seulement d'une prolifération institutionnelle. Les historiens, qui depuis quelques décennies s'intéressent vivement à l'histoire des universités médiévales, ont bien mis en évidence leur rôle considérable dans les transformations des sociétés et de la culture occidentales aux derniers siècles du Moyen Âge. Elles ont assuré la formation d'une part croissante des élites sociales, laïques et ecclésiastiques, elles ont pesé sur les mutations des structures politiques, urbaines ou princières, et participé à la « naissance de l'État moderne ». Elles ont par ailleurs pratiquement monopolisé la formulation, la transmission et l'enrichissement de pans entiers de la culture savante, en particulier de toutes les disciplines qui relevaient de la philosophie, au sens médiéval du mot, de la théologie, du droit ou de la médecine.

Certes, il ne faut pas tout leur attribuer. Il serait aisé de montrer les limites de leur action. Elles ne s'adressaient pas également à toutes les composantes de la société : les femmes en étaient exclues, la grande noblesse les dédaignait généralement, les plus pauvres y avaient difficilement accès. Héritières des traditions et des préjugés de la *paideia* antique et des enseignements des Pères de l'Église, elles ont rejeté ou négligé bien des domaines du savoir : non seulement tout ce qui relevait de la « culture populaire » et des langues vernaculaires, des

---

1. W. Rüegg, *A History of the University in Europe*, vol. I, p. 35-74.

« arts mécaniques » et de l'activité économique, mais aussi, pour des raisons diverses, certaines branches de la culture savante elle-même : la littérature et l'éloquence, l'histoire, l'essentiel des disciplines mathématiques ou expérimentales, etc.

Malgré ces limitations évidentes, nous ne devons cependant pas renoncer à essayer de comprendre, de manière globale, l'importance du rôle joué par les universités, et les hommes qui les peuplaient, dans la civilisation des derniers siècles du Moyen Âge. La notion de réseau, dans ses multiples dimensions, thème du congrès de Reims du Comité des travaux historiques et scientifiques, peut-elle y aider ?

### *Universités et réseaux : une problématique multiple*

On ne reviendra pas ici sur cette notion même de réseau, amplement utilisée et définie dans les diverses sessions de travail de ce congrès et les publications qui en ont résulté. Retenons simplement qu'on peut entendre par là tout système de relations, formel ou informel, reliant entre eux des individus ou des institutions et leur permettant à la fois, au moins pour une part, d'affirmer leur identité et d'exercer leur rôle social. Dans ces conditions et pour faire bref, on peut dire que le rapport entre universités médiévales et réseaux peut être saisi, nous semble-t-il, de trois manières différentes, évidemment liées entre elles.

On peut d'abord se demander si les universités médiévales ont été elles-mêmes le produit et l'expression de réseaux préexistants. La plupart des universités médiévales sont en effet nées de la convergence de multiples facteurs, de la volonté conjointe de plusieurs individus ou groupes d'individus. Prenons l'exemple le plus classique, celui de Paris. Si l'université a pu s'y constituer dans les premières années du xiii<sup>e</sup> siècle, c'est parce qu'existait sur la rive gauche de la Seine un ensemble – faut-il dire un réseau ? – d'écoles de diverses disciplines (arts libéraux, théologie, droit) dont les maîtres étaient depuis longtemps déjà habitués non seulement à cohabiter, mais à débattre et à se concerter de manière informelle. Plus précisément encore, des travaux récents ont souligné le rôle moteur de certains groupes particuliers de maîtres – les Anglais, les Italiens – dont l'origine étrangère, les liens individuels, les traditions culturelles renforçaient la solidarité et la capacité d'action collective<sup>2</sup>. De même, à Bologne, les « nations » étudiantes, regroupements spontanés des *scolares* non bolognais selon l'origine géographique et ethnique, la langue, les us et coutumes, les contraintes pratiques du voyage au long cours et du séjour *in terra aliena*, ont précédé et préparé les universités de droit, dont elles sont restées les composantes essentielles<sup>3</sup>.

Si l'on considère les universités de la fin du Moyen Âge, dont la création est plus volontiers attribuée à l'initiative de princes ou de villes, on constate cependant que le rôle sous-jacent des réseaux ne disparaît pas pour autant. J'ai récemment consacré une étude à la fondation de l'université de Bourges (1463). Certes, celle-ci a été une création du roi Louis XI, résultant d'une décision politique personnelle du souverain. Mais à y regarder de plus près, on constate que cette décision a été sollicitée, rendue possible et soutenue par un « réseau berruyer » réunissant certains membres de l'entourage royal et des représentants des élites laïques et ecclésiastiques de la capitale du Berry désireux de doter leur ville d'un *studium generale* et capables d'en garantir le fonctionnement effectif<sup>4</sup>.

Une autre manière d'aborder le rapport entre universités médiévales et réseaux est évidemment de se demander si ces universités ont été elles-mêmes génératrices de réseaux. Je ne reviens pas longuement sur cette question, déjà abordée ailleurs au cours de ce congrès, dans une des premières sessions, mais la réponse est évidemment affirmative. En rassemblant

2. N. Gorochov, *Naissance de l'université*.

3. P. Kibre, *The Nations in the Mediaeval Universities*, p. 29-64.

4. J. Verger, « La fondation de l'université de Bourges (1463-1474) ».

des hommes d'origine sociale et géographique et de statut personnel différents dans un cadre institutionnel inédit auquel ils se liaient par serment, en les dotant de privilèges spécifiques, en leur imposant un mode de vie, un costume, des rituels et jusqu'à un langage particuliers, en les insérant dans une hiérarchie fondée sur l'ancienneté, le mérite, la réussite aux examens et la possession de grades, en leur ouvrant enfin des perspectives de carrière et d'ascension sociale liées à la maîtrise de compétences intellectuelles, les universités médiévales mettaient en œuvre pour leurs maîtres et étudiants tous les éléments constitutifs de réseaux sociaux efficaces, même si elles ne les amenaient pas pour autant à rompre tout lien avec leur famille ou leur milieu d'origine<sup>5</sup>. Ces réseaux universitaires ont été d'autant plus nombreux et actifs dans la société occidentale de la fin du Moyen Âge qu'ils unissaient entre eux, pour le temps de leurs études et bien au-delà, non seulement tous les suppôts et anciens suppôts de la même *alma mater*, mais, plus immédiatement et plus concrètement, les disciples et leur maître au sein de chaque école, les maîtres entre eux au sein des collèges doctoraux, les compatriotes dans le cadre des nations, les boursiers issus du même collège (on pense évidemment aux collèges de Sorbonne ou de Navarre à Paris ou aux *colegios mayores* espagnols), sans parler du rôle éventuel des facultés, des confréries d'étudiants ou d'anciens étudiants, etc.<sup>6</sup>.

Tout cela est relativement connu. C'est pourquoi je souhaiterais insister davantage sur un troisième aspect du rapport entre universités médiévales et réseaux, à savoir : les universités médiévales ont-elles constitué elles-mêmes un – ou des – réseau(x) ? Ont-elles fonctionné, dirions-nous aujourd'hui, en réseau ? Les maîtres et les étudiants qui y travaillaient appartenaient-ils à un réseau « européen », à une sorte de « république des lettres » médiévale ?

### *Diversité et unité de l'université médiévale*

À dire vrai, la tentation est en effet grande de parler d'un réseau universitaire médiéval. Trois considérations y incitent.

D'abord, l'extension géographique du phénomène. On aurait pu présenter ici une ou plusieurs cartes des universités médiévales<sup>7</sup>, mais j'y ai renoncé, celles que l'on trouve couramment dans les manuels étant assez trompeuses, dans la mesure où elles enregistrent simplement les créations successives de manière cumulative, sans tenir compte des disparitions, définitives ou provisoires, ni des cas douteux, et où elles représentent de la même manière des institutions tout à fait différentes, soit par leur importance quantitative, soit par leur orientation intellectuelle et pédagogique ; elles n'apportent donc, au mieux, qu'une information topographique sommaire, mais ne peuvent en aucun cas illustrer la notion de réseau, qui nous occupe précisément ici. Il y faudrait une cartographie complexe, évolutive et différenciée, qui reste à réaliser.

Vers 1500, on l'a dit, l'institution universitaire était présente à peu près partout dans l'Europe catholique du temps, mais cette présence était loin d'être homogène<sup>8</sup>. Les centres les plus anciens étaient apparus dans la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, essentiellement en Italie, en France, en Angleterre et en Espagne, de manière assez isolée, ce qui ne veut pas dire indépendamment les uns des autres (que l'on pense aux liens existant entre Paris et Oxford, Oxford et Cambridge, Bologne et Padoue, etc.). La croissance s'est poursuivie dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle et dans la première du XIV<sup>e</sup>, de manière assez lente et avant tout au profit de l'Europe méridionale avec l'apparition de diverses petites universités à

5. J. Verger, « Les études, facteur de mobilité sociale en Europe à la fin du Moyen Âge ? ».

6. Voir par ex. P. Trio, « A Medieval Students Confraternity at Ypres... ».

7. Comme celles figurant dans W. Rüegg, *A History of the University in Europe*, vol. I, p. 68-74.

8. *Ibid.*, p. 35-74. Cf. aussi J. Verger, « Les universités européennes à la fin du XV<sup>e</sup> siècle ».

dominante juridique en Italie, en France méridionale et dans la péninsule Ibérique. L'année 1347 marque un tournant important, avec la fondation de la première université implantée au nord des Alpes et à l'est du Rhin, celle de Prague. Mais ce n'est qu'après 1378 et la coupure religieuse du Grand Schisme que le mouvement s'accélère vraiment, avec la création de nombreuses universités, plus ou moins inspirées du modèle parisien, en pays d'Empire, spécialement en Allemagne et dans les régions voisines<sup>9</sup>.

Le xv<sup>e</sup> siècle enfin, qui voit un doublement du nombre des universités actives en Occident, correspond à une nouvelle phase dans ce mouvement d'expansion, et on peut alors parler d'une sorte de généralisation de l'institution universitaire puisque les fondations nouvelles se retrouvent un peu partout (à la notable exception de l'Angleterre) : toujours en Allemagne, certes, mais aussi en Italie, dans les provinces françaises, dans la péninsule Ibérique et jusqu'aux marges de l'Occident ; ce dernier aspect est sans doute le plus intéressant : c'est la création dans les royaumes périphériques, qui s'intègrent alors plus étroitement au « concert européen », d'universités « nationales », à raison d'une seule le plus souvent par pays, de fondation princière et généralement promises à un bel avenir : ainsi en Écosse (St-Andrews), au Danemark (Copenhague), en Suède (Uppsala), en Pologne (Cracovie), en Hongrie (Buda)<sup>10</sup>.

Naturellement, chaque université avait son histoire singulière et ses particularités, mais l'institution universitaire médiévale n'en présentait pas moins une incontestable unité, que reflète d'ailleurs bien celle du vocabulaire servant à qualifier ses structures et ses usages, partout à peu près le même.

Certes, il est classique d'opposer les universités de type parisien (*universitas magistrorum*) et celles de type bolognais (*universitas scoliarum*), mais, outre que cette opposition ne doit pas être forcée et qu'elle tend plutôt à se réduire à la fin du Moyen Âge au profit de types « mixtes » qui s'imposent un peu partout, elle ne doit pas cacher l'unité institutionnelle et juridique fondamentale de l'université médiévale<sup>11</sup>.

Celle-ci était essentiellement une communauté autonome de maîtres et d'étudiants, dont l'autonomie était garantie par l'autorité fondatrice, officiellement la papauté, de plus en plus, en pratique, un prince ou une ville. Cette garantie apportait à l'université et aux universitaires une série de libertés et privilèges, collectifs et individuels, qui leur donnaient un statut original et avantageux, de type ecclésiastique mais spécifique, inséré dans le droit canon<sup>12</sup>.

La structure institutionnelle des universités reposait sur la séparation des disciplines, les professeurs et les écoles de chaque matière étant regroupés dans une faculté particulière et spécialisée au sein de l'université (arts libéraux, théologie, droit, médecine)<sup>13</sup>. Chaque université et chaque faculté disposaient d'un corpus de statuts écrits et jurés, qui avaient pour principal objet d'organiser, outre la gouvernance de l'institution, le déroulement de l'enseignement, avec des programmes précis, des cursus strictement définis, des procédures rigoureuses d'examen et enfin un système de grades venant couronner le succès à ces examens<sup>14</sup>.

L'existence de ces dispositifs statutaires obligatoires était sans doute la principale originalité des universités par rapport aux écoles de l'époque antérieure au fonctionnement, sinon informel, du moins beaucoup plus souple. Pour notre propos, ils avaient l'intérêt d'établir, sous l'égide de la papauté, donc à l'échelle de toute la chrétienté occidentale, l'équivalence de toutes les formations universitaires et par conséquent des grades auxquels elles donnaient accès. Cette universalité théorique, parfois célébrée aujourd'hui avec nostalgie et

9. Voir Th. Kouamé, « La diffusion d'un modèle universitaire dans le Saint Empire... ».

10. J. Verger, « La culture au service du prince... ».

11. J. Miethke, « *Universitas und Studium. Zu den Verfassungsstrukturen...* ».

12. P. Kibre, *Scholarly Privileges in the Middle Ages*.

13. J. Van Egen, *Learning Institutionalized. Teaching in the Medieval University*.

14. Voir par ex. O. Weijers, « Les règles d'examen dans les universités médiévales ».

qu'a cherché à recréer le « processus de Bologne », pouvait être contestée dans la pratique, elle n'en fondait pas moins, en droit, la possibilité d'une mobilité généralisée des hommes, maîtres aussi bien qu'étudiants, au sein du « réseau » universitaire européen.

Ajoutons que cette universalité avait d'autant plus de sens que, par-delà la relative uniformité institutionnelle dont nous venons de parler, elle reposait aussi sur une certaine uniformité culturelle que l'époque moderne, avec ses ruptures confessionnelles et politiques, a sérieusement mise à mal.

Certes, toutes les universités médiévales n'offraient pas exactement les mêmes enseignements ; certaines – c'était la cas le plus fréquent – étaient réputées pour leurs enseignements juridiques, d'autres étaient davantage orientées vers la philosophie, la théologie ou la médecine. D'autre part, il y avait certainement de grands écarts dans la qualité de ces enseignements et la notoriété des professeurs, ce que traduisent d'ailleurs bien, par exemple en Italie, les très fortes inégalités dans les salaires qui leur étaient offerts<sup>15</sup>. Il pouvait aussi y avoir, au sein d'une même discipline, des divergences doctrinales non négligeables, et celles qui opposaient les philosophes et théologiens de Paris à ceux d'Oxford, ou les juristes de Bologne à ceux d'Orléans sont bien connues.

Ceci dit, il reste que la liste assez étroite des disciplines universitaires reconnues, héritée de l'Antiquité et du haut Moyen Âge, n'a pas changé, que les textes de base de l'enseignement (Aristote et ses principaux commentateurs grecs et arabes pour les philosophes, la Bible et les *Sentences* du Lombard en théologie, les deux *Corpus juris* en droit, Galien et Avicenne pour les médecins) étaient partout les mêmes, que, là non plus, les programmes n'ont guère évolué entre le <sup>xiii</sup>e et le <sup>xv</sup>e siècle et que l'enseignement, partout donné, faut-il le rappeler, dans la même langue savante, un latin scolastique précis à défaut d'être élégant, suivait des méthodes presque intangibles, fixées pour l'essentiel dès la première moitié du <sup>xiii</sup>e siècle, celles du commentaire et de la « question disputée ». De la sorte, les mêmes livres pouvaient circuler d'un centre à l'autre et un étudiant, où qu'il se trouvât, était censé s'y retrouver à peu près dans l'enseignement dispensé, surtout si on ajoute à cela que pesait partout la même exigence d'orthodoxie religieuse et de censure des doctrines suspectes et des comportements déviants<sup>16</sup>.

### *Une politique consciente ?*

Il ne suffit cependant pas, pour répondre à l'interrogation formulée plus haut – « les universités médiévales constituaient-elles un réseau européen ? » –, d'établir, comme je viens d'essayer de le faire, la relative uniformité de l'institution universitaire à travers l'Occident médiéval. Il faut aussi tenter de répondre au préalable à deux questions concrètes : cette relative uniformité a-t-elle été le fruit d'une politique consciente et, si oui, de la part de qui ? Une circulation effective des hommes, des manuscrits et des idées a-t-elle existé entre les diverses universités médiévales et, si oui, à quelle échelle et selon quelles modalités ?

C'est évidemment à la papauté que l'on est tenté d'attribuer, au premier chef, l'idée d'une « politique universitaire » globale<sup>17</sup>. Il est certain que les souverains pontifes du <sup>xiii</sup>e siècle ont été très favorables au développement de l'institution universitaire – il suffit de citer la bulle *Parens scientiarum* de Grégoire IX (13 avril 1231) pour s'en convaincre<sup>18</sup> – et cette bienveillance s'est dans l'ensemble maintenue au moins jusqu'en 1378. Initialement, la politique pontificale semble avoir surtout été de privilégier les centres majeurs – Paris, Bologne, dans

15. Nombreux exemples dans P. F. Grendler, *The Universities of the Italian Renaissance*.

16. J. Verger, « La norme pédagogique dans les écoles et universités médiévales... ».

17. J. Miethke, « Die Kirche und die Universitäten im 13. Jahrhundert ».

18. *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. I, n° 79, p. 136-139.



une moindre mesure Oxford – en les mettant à l’abri des pressions des pouvoirs locaux, y compris ceux des évêques, et en leur reconnaissant une sorte d’autorité intellectuelle supérieure, qui en faisait les auxiliaires quasi naturels du magistère romain, à l’échelle donc de la chrétienté. On peut difficilement parler ici de réseau.

Mais très tôt, les papes ont également porté attention aux universités plus récentes ou à vocation plus locale. Ils encouragent dès les années 1230 le développement de l’université de Toulouse, ils confirment au même moment la fondation de celle de Salamanque. En 1303, Boniface VIII fonde l’université d’Avignon ; en 1306, son successeur Clément V confirme la transformation des écoles de droit d’Orléans en véritable université, et en 1308 il fonde celle de Pérouse, au cœur des États pontificaux, etc. Cette tendance se poursuivra tout au long du xiv<sup>e</sup> siècle et on pourrait en donner de multiples exemples. Elle est particulièrement explicite avec le pape Urbain V (1362-1370), qui inaugure une politique nouvelle tout à la fois de multiplication des facultés de théologie, en s’appuyant sur le réseau existant des *studia* des ordres mendiants, et de création de collèges pré-universitaires destinés à pallier dans le midi de la France la faiblesse des anciennes facultés des arts<sup>19</sup>. Déconcentration d’enseignements jusque-là très élitistes, comme celui de la théologie, un quasi monopole parisien ; élargissement de l’offre éducative ; création d’institutions relais facilitant l’accès aux centres universitaires anciens : on est bien là dans le cadre d’une politique volontariste où affleure la notion de réseau, car les fondations nouvelles et les confirmations y sont décidées non plus seulement pour elles-mêmes, mais en fonction des institutions déjà existantes et des besoins estimés de l’Église, sinon de la société dans son ensemble.

Si l’on se tourne du côté des princes qui, à partir du xiv<sup>e</sup> siècle, prennent de plus en plus le relais de la papauté comme initiateurs des fondations universitaires, on retrouve la même ambiguïté.

D’un côté, les princes protègent, tout en cherchant à les contrôler, les grandes universités, celles dont le prestige et le poids social pesaient véritablement sur le jeu politique. L’empereur Frédéric II interdit l’érection dans son royaume de Sicile de tout autre *studium generale* que celui qu’il venait de créer à Naples (1224)<sup>20</sup> ; en France, à partir du règne de Jean le Bon (1350-1364), l’université de Paris se voit qualifiée de « fille aînée du roi de France<sup>21</sup> ». Mais d’un autre côté, à la fin du Moyen Âge, ces mêmes princes encouragent à leur tour la création d’universités provinciales, secondaires, afin de satisfaire des demandes locales de plus en plus pressantes et d’élargir les possibilités d’accès aux études et aux grades pour les futurs serviteurs de l’État<sup>22</sup>.

Pour notre propos, il est peut-être plus intéressant d’observer l’attitude des universitaires eux-mêmes. Très tôt, ils ont pris conscience qu’ils n’étaient pas seuls au monde et que leur propre institution avait ailleurs des émules et des rivales par rapport auxquelles il fallait se situer. Le premier réflexe, surtout dans les centres majeurs, a été, non certes d’ignorer ce défi, mais d’affirmer sa supériorité et d’essayer de se mettre à l’abri de la concurrence, tout à la fois en convoquant de grandioses mythes d’origine, tel celui de la *translatio studii* parisienne<sup>23</sup>, qui leur conféraient une antériorité et une primauté incontestables et en adoptant simultanément diverses mesures pratiques, au mépris de l’universalité des diplômes voulue par la papauté, pour écarter ou rabaisser les gradués issus des universités concurrentes. Mais cette attitude dominatrice s’avéra de plus en plus difficile à tenir face à la multiplication des fondations nouvelles qui, n’ayant pas les mêmes prétentions hégémoniques et visant à un rôle surtout régional, s’accommodaient aisément de l’existence d’autres universités en

19. J. Verger, « La politique universitaire des papes d’Avignon ».

20. Lettre publiée dans Fr. Torraca et al., *Storia della università di Napoli*, p. 14-16.

21. S. Lusignan, « Vérité garde le roy ». *La construction d’une identité universitaire...*, p. 267-281.

22. J. Verger, « La culture au service du prince... ».

23. S. Lusignan, « Vérité garde le roy », p. 225-281.

quelque sorte complémentaires, à qui elles empruntaient volontiers la teneur de leurs statuts, où elles recrutaient à l'occasion certains de leurs professeurs, et dont elles accueilleraient éventuellement les étudiants venus poursuivre chez elles des études commencées ailleurs.

Je ne prendrai ici qu'un exemple, assez tardif, celui déjà cité de la fondation de l'université de Bourges en 1463<sup>24</sup>. Cette fondation, qui faisait suite à plusieurs autres du même genre (Dole, Louvain, Caen, Nantes) déclencha l'ire de l'université de Paris. S'ensuivit un grand procès en Parlement. L'avocat des maîtres parisiens y développa longuement la théorie suivante : certes, l'université de Paris ne pouvait plus prétendre être le foyer unique de l'enseignement pour toute la chrétienté, comme l'aurait voulu une interprétation stricte de la *translatio studii* qui faisait de Paris l'héritière d'Athènes et de Rome, mais il suffisait, disait-il, qu'il y eût une seule université dans chaque grand royaume d'Occident : Paris en France, Oxford en Angleterre, Salamanque en Espagne, Bologne en Italie. C'est à ce prix et en évitant des concurrences inutiles que le prince pourrait être bien conseillé, la foi défendue, la science exaltée. Pour le reste, de simples *studia particularia* suffiraient pour préparer les futurs étudiants dont l'élite rejoindrait ensuite l'université « nationale ». À cette vision au demeurant parfaitement irréaliste, l'avocat de Bourges opposa un projet diamétralement opposé : l'université de Paris n'était plus, selon lui, qu'une université parmi d'autres, il était sain qu'elle affrontât la concurrence de fondations rivales, il était bon que le roi multipliât dans ses bonnes villes les universités nouvelles – créât, dirions-nous aujourd'hui, un réseau d'universités provinciales – pour le bien commun de ses sujets et une meilleure administration d'ensemble du royaume. Il est inutile d'ajouter que cette conception était évidemment celle de Louis XI et que les Parisiens perdirent leur procès. Ils ne purent empêcher l'ouverture de l'université de Bourges, avec laquelle ils se résignèrent d'ailleurs à entrer en relations épistolaires quelques années plus tard.

### *Mobilité des hommes et animation des réseaux*

Ce que je viens de dire de la géographie des universités médiévales resterait cependant un peu abstrait si on ne l'étayait de quelques considérations plus concrètes sur la mobilité vécue des hommes. Ceci est malheureusement moins aisé qu'il n'y paraît. Certes, la figure de l'étudiant voyageur, du *clericus vagans*, pour ne pas dire du goliard, appartient à une certaine vision mythique du Moyen Âge qui nous est familière et, plus sérieusement, il serait en effet facile d'en proposer des illustrations littéraires ou de citer des cas individuels correspondant à ce genre de personnages. Mais les choses se compliquent lorsqu'on veut essayer de donner une évaluation statistique du phénomène et de restituer les modalités et les conséquences effectives de la mobilité universitaire au Moyen Âge<sup>25</sup>. En effet, la documentation conservée s'y prête mal et pratiquement, seules les universités allemandes du xve siècle nous ont laissé des matricules permettant de reconstituer de manière à peu près complète les populations étudiantes du temps<sup>26</sup>. Ailleurs, il faut se contenter de sources de substitution, nécessairement moins satisfaisantes et moins précises. À s'en tenir, sans entrer dans les détails, aux observations générales qui semblent à peu près incontestables, on retiendra ceci.

D'abord, au Moyen Âge, la grande majorité des maîtres et des étudiants n'étaient pas originaires de la ville même où était établie l'université ; ils étaient donc bien des étrangers, qui avaient dû se déplacer pour venir étudier ou enseigner<sup>27</sup>. Ceci dit, les gros bataillons – et ceci de tout temps et dans toutes les universités – n'en étaient pas moins d'origine

24. J. Verger, « La fondation de l'université de Bourges... ».

25. Rapide tentative de synthèse dans Rüegg W., *A History of the University in Europe*, vol. I, p. 280-304.

26. R. C. Schwinges, *Deutsche Universitätsbesucher im 14. und 15. Jahrhundert...*

27. N. Gorochov, « L'université recrute-t-elle dans la ville ? Le cas de Paris au xiii<sup>e</sup> siècle ».



locale ou régionale, éloignés de la ville universitaire par quelques journées de voyage seulement ; pour eux, la venue aux études imposait un certain déplacement, mais pas un véritable dépaysement. En fait, ce n'est que dans les principales universités, souvent les plus anciennes (Bologne, Padoue, Montpellier, Paris), ou les plus dynamiques des universités récentes (Prague), que l'on trouvait un pourcentage notable et régulier d'étudiants d'origine lointaine, que cet éloignement soit mesuré par la seule distance géographique ou par l'appartenance à une aire politique, linguistique, ethnique différente de celle de la ville universitaire<sup>28</sup>. Ce pourcentage est délicat à évaluer ; il a pu varier dans le temps mais ne semble pas avoir nécessairement baissé à la fin du Moyen Âge ; peut-être faut-il le situer entre 10 % et 20 % du total ; c'est en tout cas l'ordre de grandeur suggéré par quelques études de cas particuliers.

Autant que des chiffres bruts, il importe de mettre en avant les modalités de cette mobilité universitaire en distinguant le simple voyage, aller et retour, du lieu d'origine à la destination choisie et la véritable *peregrinatio academica* impliquant le passage successif et souvent rapide par trois ou quatre universités différentes, voire plus. Ce phénomène ne semble prendre une certaine ampleur qu'au x<sup>e</sup> siècle, avec la multiplication des universités nouvelles, qui permettaient de varier les itinéraires<sup>29</sup>. Il faudrait aussi distinguer, bien sûr, la mobilité des étudiants, largement « spontanée », de celle des professeurs, qui répondaient généralement à des propositions d'embauche, ou encore de celle des religieux qui, normalement, obéissaient aux consignes de leurs ordres respectifs.

Au total, la mobilité universitaire paraît avoir été, au Moyen Âge, un phénomène assez général, mais cependant pas indifférencié. On distingue aisément des zones de forte attraction – l'Italie d'une part, Paris de l'autre – et d'autres qui n'accueillaient guère d'étrangers, par exemple l'Angleterre ou la péninsule Ibérique. Si l'on se place du point de vue des étudiants voyageurs, ce sont évidemment les Allemands qui ont toujours été les plus mobiles, même après l'apparition des premières universités germaniques ; les Italiens, quant à eux, fournissaient surtout des professeurs réputés de droit ou de médecine ; les autres pays d'Occident produisaient des contingents moindres, mais jamais nuls, d'étudiants pérégrinants. On ne doit pas oublier, même s'il ne s'agit plus ici que de petits groupes, voire d'individus isolés, ceux qui venaient des marges de l'Europe d'alors (Scandinavie, Pologne, Hongrie, Croatie)<sup>30</sup> ou de l'Orient latin pour étudier, souvent avec succès, à Paris, Bologne ou Padoue.

Ce n'est pas ici le lieu d'insister davantage sur ces phénomènes, mais on aura compris que toutes ces formes de mobilité impliquaient presque nécessairement l'existence ou la constitution de réseaux, malheureusement informels, sauf dans le cas des ordres religieux. Ces réseaux ont laissé fort peu de traces dans une documentation où correspondances privées, livres de raison et journaux du genre de ceux des frères Platter au xvi<sup>e</sup> siècle sont encore très rares. À l'évidence, on se déplaçait le plus souvent en groupe, de parents, d'amis ou de voisins, sur la foi d'informations reçues de prédécesseurs ou de proches, avec les subsides de sa famille ou d'un patron, selon des itinéraires connus et balisés. On allait à la rencontre de compatriotes déjà installés dans la ville universitaire, parfois dans un collège, on s'inscrivait auprès de professeurs dont on avait entendu parler ; on rapportait au retour, outre les diplômes obtenus, les manuscrits achetés auprès des libraires de l'université. Ces réseaux se nourrissaient donc d'eux-mêmes, par l'expérience de générations successives, et pouvaient engendrer une croissance continue du flux d'étudiants pérégrinants, comme Rainer Schwinges l'a bien montré pour l'Allemagne du x<sup>e</sup> siècle<sup>31</sup>. Ils se renforçaient pendant le séjour même à l'université, ils continuaient à jouer après le retour au pays natal.

28. J. Verger, « La mobilité étudiante au Moyen Âge ».

29. Voir par ex. É. Mornet, « Le voyage d'études des jeunes nobles danois... ».

30. Voir par ex. le cas des étudiants scandinaves étudiés dans É. Mornet, « L'étudiant au Moyen Âge... ».

31. R. C. Schwinges, *Deutsche Universitätsbesuche*.

À notre question : « maîtres et étudiants du Moyen Âge constituaient-ils un réseau européen ? » –, on peut donc, me semble-t-il, donner une réponse affirmative, mais nuancée.

Affirmative, parce qu'ils appartenaient – et avaient conscience d'appartenir – à une institution qui s'est démultipliée de manière assez uniforme dans l'ensemble de l'Occident en faisant relativement fi des frontières politiques, linguistiques et culturelles et en entretenant une exigence d'universalité du savoir qui était au cœur de la notion même de *studium generale*.

Affirmative aussi parce que les universités ont donné naissance, de manière là encore assez homogène, à une forme de sociabilité spécifique où le dépaysement, même relatif, la rencontre de l'autre, l'échange verbal, la cohabitation et l'entraide, l'émulation et l'amitié, les références communes et les codes partagés, bref, tout ce qui constitue et fait fonctionner les réseaux, ont pris une place décisive au détriment des modèles traditionnels de solidarité et de dépendance.

Mais nuancée, parce que le réseau universitaire médiéval restait assez hétérogène ou, pour dire les choses autrement, parce qu'il s'agissait plutôt de plusieurs réseaux, distincts quoique enchevêtrés. On peut ainsi reconnaître d'abord une structure ancienne, dans laquelle quelques centres majeurs, peu nombreux – Bologne, Paris, Oxford, Montpellier – dominaient un certain nombre d'universités mineures<sup>32</sup>. Les premiers seuls inscrivaient clairement leur rayonnement et leur action à une échelle universelle, celle de la chrétienté occidentale, mais entre les uns et les autres, les circulations étaient constantes : les meilleurs étudiants affluaient vers les pôles d'excellence, en retour ceux-ci diffusaient autour d'eux leur modèle institutionnel, leurs gradués, leurs doctrines, les manuscrits qui y étaient copiés.

Ce modèle ancien était encore vivant à la fin du xv<sup>e</sup> siècle, mais il s'essouffait ; les centres anciens – Paris face à Louvain, Oxford face à Cambridge, Bologne face à Padoue, Salamanque face à Alcalá – peinaient à maintenir dans les faits la primauté qu'ils revendiquaient. Un autre dispositif émergeait, marqué par l'affirmation de réseaux autonomes, nationaux ou régionaux, plus restreints, plus homogènes, mieux contrôlés et peut-être mieux organisés par les princes et les villes.

À dire vrai, rien n'était encore définitivement joué. L'humanisme, que les universités n'ont ni vraiment accueilli, ni vraiment rejeté, pouvait donner une nouvelle chance à l'idée d'un réseau européen des clercs et des lettrés. Mais la pression des États, bientôt relayée par celle des confessions religieuses, poussait au cloisonnement et a en quelque sorte renvoyé jusqu'à notre époque le soin de donner ou redonner vie à cette république universitaire des savants dont le Moyen Âge nous a au moins légué le rêve imparfait.

## Bibliographie

*Chartularium Universitatis Parisiensis*, Heinrich Denifle et Émile Chatelain (éds.), t. I, Paris, Delalain, 1889.

GOROCHOV Nathalie, « L'université recrute-t-elle dans la ville ? Le cas de Paris au xiii<sup>e</sup> siècle », dans *Les universités et la ville au Moyen Âge. Cohabitation et tension*, éd. par Patrick Gilli, Jacques Verger et Daniel Le Blévec ((Education and Society in the Middle Ages and Renaissance, 30), Leiden / Boston, Brill, 2007, p. 257-296.

GOROCHOV Nathalie, *Naissance de l'université. Les écoles de Paris d'Innocent III à Thomas d'Aquin (v. 1200-v. 1245)*, Paris, H. Champion (Études d'histoire médiévale, 14), 2012.

GRENDLER Paul F., *The Universities of the Italian Renaissance*, Baltimore / Londres, Johns Hopkins University Press, 2001.

32. Voir par ex. J. Verger, « La place de Paris dans le réseau des universités européennes vers 1500 ».

- KIBRE Pearl, *The Nations in the Mediaeval Universities*, Cambridge Mass., Mediaeval Academy of America, 1948.
- KIBRE Pearl, *Scholarly Privileges in the Middle Ages : the Rights, Privileges, and Immunities of Scholars and Universities at Bologna, Padua, Paris and Oxford*, Londres, Mediaeval Academy of America, 1961.
- KOUAMÉ Thierry, « La diffusion d'un modèle universitaire dans le Saint Empire aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles », dans Frédéric Attal, Jean Garrigues, Thierry Kouamé et Jean-Pierre Vittu (éds), *Les universités en Europe du xiii<sup>e</sup> siècle à nos jours. Espaces, modèles et fonctions*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005, p. 179-209.
- LUSIGNAN Serge, « Vérité garde le roy ». *La construction d'une identité universitaire en France (xiii<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- MIETHKE Jürgen, « Die Kirche und die Universitäten im 13. Jahrhundert » [texte de 1986], dans J. Miethke (dir.), *Studieren an mittelalterlichen Universitäten. Chancen und Risiken* (Education and Society in the Middle Ages and Renaissance, 19), Leiden / Boston, Brill, 2004, p. 207-251.
- MIETHKE Jürgen, « Universitas und Studium. Zu den Verfassungsstrukturen mittelalterlicher Universitäten » [texte de 1999] dans J. Miethke (dir.), *Studieren an mittelalterlichen Universitäten. Chancen und Risiken* (Education and Society in the Middle Ages and Renaissance, 19), Leiden / Boston, Brill, 2004, p. 13-38.
- MORNET Élisabeth, « Le voyage d'études des jeunes nobles danois du xiv<sup>e</sup> siècle à la Réforme », *Journal des savants*, octobre-décembre 1983, p. 289-318.
- MORNET Élisabeth, « L'étudiant au Moyen Âge, un migrant pas comme les autres ? Les étudiants nordiques à Paris, vers 1270-vers 1350 », dans Cédric Quertier, Roxane Chilà et Nicolas Pluchot (dir.), *Arriver en ville. Les migrants en milieu urbain au Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2013, p. 175-191.
- RÜEGG Walter (éd.), *A History of the University in Europe*. Vol. I, Ridder-Symoens Hilde de (éd.), *Universities in the Middle Ages*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- SCHWINGES Rainer C., *Deutsche Universitätsbesucher im 14. und 15. Jahrhundert : Studien zur Sozialgeschichte des Alten Reiches*, Stuttgart / Wiesbaden, F. Steiner, 1986.
- TORRACA Francesco et al., *Storia della università di Napoli*, Naples, Riccardo Ricciardi Ed., 1924 (réimpr. Bologne, Il Mulino, 1993).
- TRIO Paul, « A Medieval Students Confraternity at Ypres : the Notre Dame Confraternity of Paris Students », *History of Universities*, 5, 1985, p. 15-53.
- VAN ENGEN John (éd.), *Learning Institutionalized. Teaching in the Medieval University*, Notre Dame (Indiana), University of Notre Dame Press, 2000.
- VERGER Jacques, « La mobilité étudiante au Moyen Âge », *Histoire de l'éducation*, 50, mai 1991 [n<sup>o</sup> spécial : Éducatons médiévales. L'enfance, l'école, l'Église en Occident (vi<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècle)], p. 65-90.
- VERGER Jacques, « La politique universitaire des papes d'Avignon », *Annuaire de la Société des amis du palais des Papes et des monuments d'Avignon*, 77 (2000), p. 17-29.

- VERGER Jacques, « Les universités européennes à la fin du xv<sup>e</sup> siècle », dans Michel Bideaux et Marie-Madeleine Fragonard (éds), *Les échanges entre les universités européennes à la Renaissance* Genève, Droz (Travaux d'humanisme et Renaissance, CCCLXXXIV), 2003, p. 11-22.
- VERGER Jacques, « La norme pédagogique dans les écoles et universités médiévales : stabilité ou évolution ? », dans Emmanuèle Baumgartner et Laurence Harf-Lancner (éds), *Progrès, réaction, décadence dans l'Occident médiéval*, Genève, Droz (Publications romanes et françaises, CCXXXI), 2003, p. 157-170.
- VERGER Jacques, « Les études, facteur de mobilité sociale en Europe à la fin du Moyen Âge ? », dans Rainer C. Schwinges, Christian Hesse, Peter Moraw (éds), *Europa im späten Mittelalter. Politik – Gesellschaft – Kultur*, Hrsg) Munich, R. Oldenbourg (Historische Zeitschrift, Beihefte, neue Folge, 40), 2006, p. 559-567.
- VERGER Jacques, « La fondation de l'université de Bourges (1463-1474) », *Journal des savants*, juillet-décembre 2014, p. 235-268.
- VERGER Jacques, « La culture au service du prince : fondations princières d'universités et de collèges en France, dans les pays bourguignons et dans l'Empire à la fin du Moyen Âge », dans Élisabeth Crouzet-Pavan et Jean-Claude Maire-Vigueur (dir.), *L'art au service du prince. Paradigme italien, expériences européennes (vers 1250-vers 1500)*, Rome, Viella (Italia comunale e signorile, 8), 2015, p. 339-354.
- VERGER Jacques, « La place de Paris dans le réseau des universités européennes vers 1500 », dans Olivier Millet et Luigi-Alberto Sanchi (dir.), *Paris, carrefour culturel autour de 1500*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne (Cahiers Verdun L. Saulnier, 33), 2016, p. 17-28.
- WEIJERS Olga, « Les règles d'examen dans les universités médiévales », dans J. F. M. Maarten, J. H. Hoenen, J. Schneider, G. Wieland (dir.), *Philosophy and Learning. Universities in the Middle Ages*, Leiden / New York / Cologne, Brill (University and Society in the Middle Ages and Renaissance, 6), 1995, p. 201-223.

### Résumé

Les universités, nées au xiii<sup>e</sup> siècle, se sont progressivement multipliées dans tout l'Occident médiéval et ont participé de diverses manières du phénomène historique des réseaux. Beaucoup de maîtres et d'écopiers se rattachaient à des réseaux structurés par les liens de parenté ou de clientèle, l'affinité géographique ou la proximité intellectuelle ou politique. D'autre part, les universités elles-mêmes en sont venues à constituer à travers tout l'Occident au moins l'amorce d'un réseau institutionnel encore assez hétérogène, mais néanmoins caractérisé par la relative uniformité des statuts et des enseignements et la mobilité des individus. À côté du modèle ancien (quelques centres majeurs, peu nombreux, dominant un certain nombre d'universités mineures), un autre dispositif émerge à la fin du Moyen Âge, marqué par l'affirmation de réseaux autonomes, nationaux ou régionaux, plus restreints, plus homogènes, mieux contrôlés et peut-être mieux organisés par les princes et les villes.